

Pays : République Tchèque

Commission : Biélorusse et Ukrainienne

Problématique : Pour une politique étrangère et de sécurité commune aux confins orientaux de l'UE, quelles relations avec l'Ukraine et la Biélorussie ?

La République Tchèque est située en Europe centrale et a une frontière commune avec l'Allemagne et la Pologne au nord et l'Autriche et la Slovaquie au sud. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 2004, après un référendum, et est une république parlementaire et démocratique dirigée par le président de la république **Miloš Zeman**. Le pays est indépendant depuis le 1^{er} janvier 1993 à l'occasion de la scission de la **République fédérale tchèque et slovaque**, dernière forme de gouvernement de la **Tchécoslovaquie** donnant lieu à l'apparition de deux états ; La Tchéquie et la Slovaquie.

La politique étrangère désigne l'instrument par lequel un État ou une union d'États comme l'UE tente de fixer des rapports avec d'autres États. Il tente ainsi d'y préserver les situations qui lui sont favorables et d'y modifier les situations qui lui sont défavorables. La politique étrangère constitue la matière première par excellence des Relations internationales. À celle-ci s'ajoute la sécurité commune qui cherche à soumettre des États à des formes de collaboration volontaire permettant ainsi à la paix négative d'évoluer vers la paix positive.

L'éclatement de l'Union Soviétique le 25 décembre 1991 marque le début d'une nouvelle ère, une ère marquée par la volonté des États-Unis d'établir un nouvel ordre mondial, fondé sur la coopération internationale et la recherche de la paix. A la suite de cet éclatement, les anciennes républiques soviétiques obtiennent leur indépendance. Deux types de réactions sont à distinguer parmi ces nouveaux états. D'un côté, ceux qui vont chercher à maintenir des liens entre eux (et surtout vis-à-vis de la Russie), en créant des organisations multilatérales, comme la Communauté des États indépendants (CEI, créée le 8 décembre 1991). C'est le cas notamment de l'Ukraine et de la Biélorussie. D'un autre côté, cherchant à se défaire de l'emprise russe et attirés par les idées démocratiques, certains se tournent vers les organisations multilatérales du bloc occidental telles l'UE ou l'OTAN c'est le cas de la République Tchèque .

La Biélorussie d'aujourd'hui est un État autoritaire et antidémocratique, situé aux portes de l'Europe, allié majeur de la Russie, lui servant activement dans la guerre d'Ukraine. Depuis 1994, le président Alexandre Loukachenko a la mainmise absolue sur le pouvoir politique, mainmise qu'il maintient grâce à l'appui russe et à des manœuvres répressives en tout genre.

L'Ukraine, quant à elle, tente de s'éloigner de la Russie, tout en cherchant à préserver des relations cordiales avec son voisin. Cependant, dès son indépendance, acquise le 24 août 1991, le pays a cherché à se rapprocher des institutions européennes et atlantiques. La volonté du président actuel, Volodymyr Zelensky, renforce cette position et provoque le mécontentement russe. Du point de vue de l'UE, l'Ukraine est un État tampon avec la Russie, un carrefour stratégique où des tensions règnent, un pays dont la stabilité définit l'entente régionale et dont l'avenir, l'intégrité et la population sont menacés.

Les récentes tentatives d'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN et dans l'UE sont perçues par le Kremlin comme une agression et seraient selon Moscou à l'origine de l'occupation de la Crimée en 2014 et à l'éclatement de la guerre entre ces deux pays le 24 février 2022 .

La République tchèque est, avec la Lettonie, le seul pays de l'Union européenne à dépendre uniquement de la Russie pour son approvisionnement en gaz. La guerre en Ukraine pousse donc logiquement le pays à changer de fournisseur. Le gouvernement et les experts sont en train de se creuser la tête pour remédier à ce qui est devenu un vrai problème national. Mais la position de la Tchéquie comme membre de l'UE est claire.

A l'implication de la Biélorussie dans l'agression militaire injustifiée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, le Conseil a adopté des mesures supplémentaires ciblant le secteur financier biélorusse: limiter la prestation de services spécialisés de messagerie financière aux trois banques principales, interdire les transactions avec la Banque centrale de Biélorussie, limiter considérablement les entrées financières dans l'UE en provenance de Biélorussie et interdire la fourniture de billets de banque libellés en euros.

De l'autre côté, avant la guerre, 160 000 Ukrainiens vivaient en République tchèque, auxquels se sont joints 180 000 autres qui ont déjà reçu des visas humanitaires. Le Parlement tchèque a approuvé une aide de 200 euros pour chaque réfugié ukrainien et les personnes qui accueillent des réfugiés recevront une aide de 120 euros par mois et par personne, sans oublier que Prague a déjà envoyé une aide militaire et humanitaire à l'Ukraine d'une valeur d'environ 30 millions d'euros, sous forme d'armes légères, de mortiers, de munitions antiaériennes et de kits de terrain.

La position de la Tchéquie dans ce conflit est très europhile, les sanctions contre la Russie et ses alliées dont la Biélorussie sont évidentes. D'une autre part elle s'engage à aider militairement, économiquement et humanitairement l'Ukraine.